

HISTOIRE B/L (épreuve n° 279)

ANNEE 2014

Epreuve conçue par ESCP Europe

Voie littéraire

Les intellectuels et l'engagement politique en Europe (1918-1990)

Le sujet posé ne pouvait constituer une surprise pour les candidats dans la mesure où l'histoire culturelle occupe désormais une place considérable dans le champ de l'historiographie. Le niveau des connaissances qui apparaît dans les copies a pourtant été sensiblement inférieur à celui des candidats qui ont concouru sur le sujet BEL qui concernait le « patriotisme » américain. La moyenne des notes sur un échantillon assez large des copies est très légèrement inférieure à 10. Si un petit contingent de copies a fait preuve d'une remarquable connaissance de la question, il est en revanche consternant de voir l'absence de culture élémentaire d'un nombre assez important de candidats.

Le défaut le plus important qui affecte beaucoup de copies est de n'avoir abordé la question que dans le cadre français. Le souci de traiter en parallèle la situation des autres pays européens a été un élément clef pour faire monter les notes. Dans beaucoup de copies, les candidats se sont contentés d'un regroupement de listes d'auteurs sans situer ceux-là dans des courants culturels et politiques, sans les replacer non plus dans un contexte susceptible de justifier ou d'expliquer l'engagement. Défaut inverse, des candidats en mal de connaissances sur les courants intellectuels ont transformé le sujet en une histoire politique générale dans laquelle apparaissaient parfois une ou deux figures d'écrivains ou d'artistes.

Rares ont été les candidats qui ont réfléchi sur ce que voulait dire pour un intellectuel, l'engagement politique et les différentes modalités de cet engagement : prise de position au prisme d'ouvrages, engagement dans un cercle d'intellectuels, participation à des pétitions, à des manifestes, intégration à un parti. Il était bien sûr nécessaire de mesurer le risque réel (et très contrasté) qui pesait sur les intellectuels quand leur engagement se manifestait dans le cadre d'un régime autoritaire ou dans

celui d'une occupation étrangère. D'autres intellectuels occupant des positions officielles (exemple de Giraudoux pour la France ou de Giovanni Gentile pour le fascisme) relevaient encore d'une autre approche.

Dans l'ensemble, les candidats se sont ralliés assez logiquement à un plan chronologique. Dans ce cadre on pouvait distinguer très simplement trois moments. Une première période était dominée par l'héritage de la Grande Guerre et le rayonnement de la Révolution russe. Encore fallait-il distinguer des situations contrastées dans les pays vainqueurs et les pays vaincus et montrer, à l'échelle de l'Europe, la dimension de la bataille intellectuelle qui met aux prises la gauche pacifiste et la droite nationaliste. On a peu évoqué les milieux de l'université aussi bien en Allemagne qu'en France et seules quelques grandes figures d'écrivains, trop souvent extraites de leur contexte, ont été présentées. Dans un second temps la bataille de l'engagement politique tournait autour des prises de position face au fascisme et au nazisme. C'est en règle générale la période la mieux traitée dans la mesure où elle fait apparaître des débats à l'échelle de l'Europe. Beaucoup de candidats ont correctement évoqué le cas de figure des prises de position conflictuelles à l'égard du franquisme et de la guerre d'Espagne. En revanche le contexte britannique a été très peu évoqué en dépit de l'intérêt des engagements procommunistes des Cinq de Cambridge. De la même manière la place des intellectuels dans l'Allemagne nazie et dans l'Italie fasciste, en tenant compte de l'émigration politique, ont fait l'objet de peu de remarques en dépit de l'abondante historiographie.

Dans le contexte du Second conflit mondial, on a évoqué assez correctement les intellectuels de la Résistance, mais un peu à la manière d'une galerie de portraits, sans resituer clairement leurs itinéraires et leurs relations à l'égard des partis et des réseaux de résistance. La troisième partie prenant en charge l'après guerre pouvait souligner l'hégémonie provisoire du modèle communiste chez les intellectuels, les plus grands comme ceux du second rang (sans oublier bien sûr la riposte du carré des intellectuels de droite dans la Guerre froide) et la remise en cause progressive de cet engagement au fil des prises de positions critiques à l'égard de l'Union soviétique. Des candidats ont eu raison de montrer que ce grand débat trouvait des

prolongements sur le terrain de l'anticolonialisme (originalité du cas français sur ce point). Les points de repères des candidats se sont montrés plus flous en ce qui concerne le retournement des intellectuels des années 1960 aux années 1990, période durant laquelle le rejet du modèle communiste a pu s'ouvrir aussi bien en direction de l'extrême gauche, que d'une droite qui devient alors le point de départ d'une idéologie néolibérale qui devait se déployer au-delà des années 1990. Les copies ont surtout valorisé quelques personnalités très connues, certaines ont eu l'intelligence de montrer comment des écoles de pensée avaient pu faire évoluer les formes de l'engagement (existentialisme, structuralisme...). Plus rarement, on a montré l'influence de maisons d'édition, d'organes de presse ou de magazines. Dans la dernière partie, les candidats se sont surtout contentés de faire allusion à l'effet Soljenitsyne sur le débat intellectuel européen en insistant alors sur la question des « droits de l'homme ». Signe des temps, Jean-Paul Sartre a été beaucoup moins cité que Simone de Beauvoir qui, dans les copies, a pris sa revanche.